

M. COCOLI S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Siège social: 30, avenue Gaston Diderich

L-1420 Luxembourg

NUMERO : 3743/16

CONSTITUTION DE SOCIETE DU 22 DECEMBRE 2016

L'an deux mille seize, le vingt-deux décembre.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg,
Grand-Duché de Luxembourg,

ONT COMPARU:

- 1. FRAN FINANCIERE S.A.**, une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 21, Boulevard de Verdun, L-2670 Luxembourg, enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 94539, dûment représentée par son administrateur-délégué Monsieur Francis Weisgerber ;
- 2. Monsieur Francis Weisgerber**, né le 2 mars 1955 à Dudelange, Grand-Duché de Luxembourg, résidant au 21, Boulevard de Verdun, L-2670 Luxembourg.

Les parties comparantes ont requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit :

Lesquels comparants, représentés ainsi qu'il a été dit, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

ARTICLE 1.- FORME.

Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la "**Société**"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "**Loi**"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après les "**Statuts**").

Article 2.- OBJET SOCIAL.

La Société peut acquérir des participations sous quelque forme que ce soit,

dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, et assurer le contrôle, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également investir dans l'immobilier au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, dans les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut exécuter toutes opérations quelconques en relation avec des propriétés immobilières, y compris, mais non limitées à l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de propriétés immobilières.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, y compris par voie d'offre publique, et prêter des fonds sans limitation, y compris notamment les revenus de tous emprunts à ses filiales et sociétés affiliées, tandis que la Société peut seulement émettre des titres de capital par voie d'offre privée.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

ARTICLE 3.- DUREE.

La Société est constituée pour une durée illimitée.

ARTICLE 4.- NOM.

La Société aura la dénomination: "**M. COCOLI S.à r.l.**".

ARTICLE 5.- SIEGE SOCIAL.

Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg-ville.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (i) par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts ou (ii) par une résolution du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par une résolution du conseil de gérance. Dans ce cas, le gérant unique ou le conseil de gérance aura procuration pour le faire acter par-devant notaire (constat) afin de refléter ce changement dans les Statuts.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

ARTICLE 6.- CAPITAL SOCIAL.

Le capital social est fixé à EUR 12.000.- (douze mille euros), représenté par 120 (cent vingt) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 100.- (cent euros) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi et peut détenir ces parts sociales rachetées en trésorerie, ou encore annuler ces parts sociales détenues en trésorerie. Le conseil de gérance est autorisé à annuler ces parts sociales détenues en trésorerie et à procéder, à sa discrétion, à la réduction de capital applicable. Dans ce cas, le conseil de gérance enregistre la diminution du capital social par acte notarié. L'acte doit être rédigé dans un délai d'un mois à compter de l'annulation et de la diminution de capital ainsi décidé par le conseil de gérance. Les droits de vote et les droits financiers attachés aux parts sociales rachetées sont suspendus tant que la Société les détient en trésorerie.

La Société peut maintenir un compte général de prime d'émission. Le montant du prédit compte général d'émission constitue des réserves librement distribuables de la Société.

La Société peut détenir un compte général de réserves spéciales en capital (compte 115 «apport en capitaux propres non rémunérés par les titres» du plan comptable luxembourgeois prévu par le règlement grand-ducal du 10 juin 2009). Le montant de ce compte de réserve constituera des réserves librement distribuables de la Société.

ARTICLE 7.- MODIFICATION DU CAPITAL.

Sans préjudice des prescriptions de l'article 6, le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 13 des présents Statuts.

ARTICLE 8.- PAIEMENTS.

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

ARTICLE 9.- BENEFICIAIRES MULTIPLES.

Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires

indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société et la Société est autorisée à suspendre tous les droits attachés à ces parts co-détenues (sauf le droit à l'information prévu à l'article 73 de la Loi) jusqu'à ce qu'un représentant unique ait été nommé.

ARTICLE 10.- CESSION DE PARTS.

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles, la cession des parts étant approuvée par décision écrite de l'associé unique.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que conformément aux dispositions de l'article 189 de la Loi.

ARTICLE 11.- GESTION DE LA SOCIETE.

La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associé(s). Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article 11 aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société à cet égard à un ou plusieurs gérants, administrateurs ou autres mandataires, qu'ils soient associés ou non, agissant soit individuellement, soit conjointement, conformément à la Loi. Le ou les délégués à la gestion journalière peuvent être révoqués ad nutum par décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance peut en outre subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la

durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou individuelle de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le gérant unique ou le conseil de gérance (suivant le cas).

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par conférence téléphonique ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance, les signatures pouvant être apposées sur différents exemplaires, chaque exemplaire étant un original mais tous les exemplaires ensemble constituant le même document. En cas de gérant unique, les décisions sont actées dans des résolutions écrites ou dressées par écrit.

Dans l'éventualité où un gérant ou un agent de la Société a un intérêt financier opposé à celui de la Société à l'occasion d'une transaction avec la Société, ledit gérant ou agent concerné en informera le conseil de gérance et cette déclaration sera consignée dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance. Le gérant concerné ne délibérera pas ni ne prendra part au vote sur cette transaction. Ce conflit d'intérêt sera rapporté à la première prochaine assemblée des associés avant qu'elle ne statue sur tout autre point.

Nonobstant ce qui précède, aucune transaction journalière conclue dans des conditions normales, ni aucun contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre société ne sera impactée ou invalidée par le fait qu'un ou plusieurs des gérants ou agents de la Société n'aient un intérêt, ne soit gérant, administrateur, associé, agent ou employé de cette autre société. Tout gérant ou membre de la Société qui serait administrateur, agent ou employé d'une société ou d'une entreprise avec laquelle la Société signerait un contrat ou s'engagerait

en affaires, ne sera pas, du fait de son affiliation avec cette autre société ou entreprise, empêché de délibérer et de voter ou d'agir sur les points en rapport avec ces contrats ou autres affaires.

ARTICLE 12.- RESPONSABILITE DES GERANTS.

Le ou les gérants (suivant le cas) ne contracte(nt) à raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

ARTICLE 13.- ASSEMBLEES GENERALES, DECISION DES ASSOCIES, MODIFICATIONS DES STATUTS.

L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

Les décisions de l'associé unique prises en vertu du paragraphe précédent seront enregistrées dans des procès-verbaux ou des résolutions écrites.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital. Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société et changeant sa nationalité ne peuvent être adoptées que par des associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Un associé peut participer à toute assemblée générale par téléphone ou par vidéoconférence, ou par tout autre moyen de communication permettant à tous ceux qui participent à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par ce moyen est réputée équivalente à la participation en personne à une réunion dûment convoquée et tenue. Dans ce cas, au moins un (1) associé ou son mandataire sera physiquement présent au siège social de la Société et l'assemblée sera réputée tenue au siège social de la Société.

Les associés peuvent voter à toute assemblée générale au moyen des formulaires de vote fournis par la Société, lesquels doivent contenir au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les propositions soumises aux associés ainsi que pour chaque proposition, trois cases permettant à l'associé

de voter en faveur de celles-ci, contre, ou de s'abstenir de voter en cochant la case appropriée. Les formulaires de vote qui, pour un projet de résolution, ne montrent pas (i) un vote favorable, (ii) un vote contre les résolutions proposées, ou (iii) une abstention, sont nuls en ce qui concerne cette résolution. La Société ne prend en compte que les formulaires de vote reçus au plus tard 24 heures avant la tenue de l'assemblée générale à laquelle ils se rapportent.

Les assemblées générales se tiennent à l'heure et au lieu spécifiés dans les convocations.

Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale, ils peuvent se tenir sans convocation préalable.

Un associé peut donner une procuration écrite à une autre personne (qui n'a pas besoin d'être associé), afin d'être représentée à une assemblée générale.

Une liste de présence doit être établie à toutes les assemblées générales.

Si le nombre des associés de la Société n'excède pas soixante (60), les résolutions des associés (à l'exception d'une résolution modifiant les Statuts) peuvent être adoptées par écrit conformément à l'article 193 de la Loi.

ARTICLE 14.- ANNEE SOCIALE.

L'année sociale commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

ARTICLE 15.- COMPTES ANNUELS.

Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

ARTICLE 16.- DISTRIBUTION DE BENEFICES, RESERVE LEGALE.

Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, conformément à l'article 198 bis de la Loi, à tout moment et aux conditions suivantes:

1. des comptes intérimaires sont établis par le gérant unique ou le conseil de gérance;
2. ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
3. la décision de payer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le gérant unique ou le conseil de gérance dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et
4. le commissaire aux comptes ou le réviseur d'entreprises, s'il y en a, vérifie si les conditions prévues ci-dessus ont été remplies.
5. Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, une telle différence sera considérée comme un acompte à valoir sur le dividende suivant.

ARTICLE 17.- LIQUIDATION.

La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

ARTICLE 18.- LOI APPLICABLE.

Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

DISPOSITION TRANSITOIRE

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2017.

SOUSCRIPTION - LIBERATION

Les 120 (cent vingt) parts sociales de la Société ont été souscrites comme

suit :

(1) FRAN FINANCIERE S.A., représentée ainsi qu'il a été dit, a déclaré souscrire à 108 (cent huit) parts sociales de la Société et les libérer par un apport en numéraire d'un montant de EUR 10.800 (dix mille huit cents euros).

(2) M. Francis Weisgerber a déclaré souscrire à 12 (douze) parts sociales de la Société et les libérer par un apport en numéraire d'un montant de EUR 1.200 (mille deux cents euros).

La somme de EUR 12.000.- (douze mille euros) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant par certificat bancaire, qui le reconnaît expressément.

CONSTATATION

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par les articles 183 et 184 (1) 1) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

FRAIS

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à EUR 1.500.-

.

RESOLUTIONS DES ASSOCIES

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

1. Monsieur Francis Weisgerber, né le 2 mars 1955 à Dudelange, Luxembourg, résidant au 21, Boulevard de Verdun, L-2670 Grand-Duché de Luxembourg est nommé gérant unique de la Société pour une durée indéterminée.

2. L'adresse de la Société est fixée au 30, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

DECLARATION

Dont acte. Fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite aux parties comparantes, celles-ci ont signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

signé : F. WEISGERBER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 29 décembre 2016.

Relation: 1LAC/2016/42101

Reçu soixante-quinze euros

75.- €

Le Receveur, (s) P. MOLLING.

- **POUR EXPEDITION CONFORME** -

Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 janvier 2017.